

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2008 — 1367

[2008/201327]

28 FEVRIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les redevances en matière d'inscription de variétés aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, notamment l'article 2, § 1^{er}, 6^o;

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique, notamment l'article 45;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 1982 déterminant les redevances à payer en matière d'inscription des variétés aux catalogues nationaux des variétés, modifié par les arrêtés royaux des 14 février 1984, 3 février 1992 et 20 juillet 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2008 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 août 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 septembre 2007;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 18 octobre 2007, confirmée en date du 8 novembre 2007;

Vu l'avis n° 43.927/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 janvier 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "Fonds" : le Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux, visé aux articles 43 à 48 du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique;

2^o "Service" : la Direction de la Qualité des Produits de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

3^o "Ministre" : le Ministre de l'Agriculture;

4^o "variété génétiquement modifiée" : variété répondant à la définition d'un "organisme génétiquement modifié" au sens de l'arrêté royal du 21 février 2005 réglementant la dissémination volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant;

Art. 2. Le présent arrêté fixe les redevances dues au Fonds dans le cadre de l'application de l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes pour :

1^o le dépôt de la demande d'inscription aux catalogues nationaux;

2^o la participation aux examens de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité (DHS);

3^o la participation aux examens de la valeur culturelle et d'utilisation (VCU);

4^o le maintien de l'inscription au catalogue national.

Art. 3. § 1^{er}. Les redevances dues pour l'inscription des variétés aux catalogues nationaux des variétés, sont fixées conformément à l'annexe du présent arrêté.

Les montants de ces redevances sont majorés par saut d'index de 5 % au 1^{er} juillet de l'année qui suit l'année au cours de laquelle l'indice des prix à la consommation augmente d'un multiple de 5 % par rapport à l'indice de base.

L'indice de base est l'indice des prix à la consommation de juillet 2007.

§ 2. Pour déterminer le montant des redevances, les espèces végétales sont réparties en quatre classes :

Classe A : maïs et betterave sucrière;

Classe B : orge, froment, pommes de terre, lin, colza à huile et graminées non pérennes;

Classe C : graminées pérennes et autres espèces agricoles pérennes;

Classe D : espèces agricoles non mentionnées dans les classes A, B et C et espèces de légumes.

§ 3. Ces redevances sont à charge de la personne qui a introduit la demande d'inscription.

Art. 4. § 1^{er}. Les redevances dues pour le dépôt de la demande d'inscription doivent être payées au plus tard à la date limite prévue pour la réception de la demande.

Le montant de la redevance due est le montant en vigueur à la date limite de réception de la demande de l'espèce et de la période végétative considérées.

Dans le cas où différents types d'essais de VCU sont proposés pour une même espèce, une redevance de dépôt de demande d'inscription est due par type d'essai demandé.

§ 2. En cas de retrait de la demande, les redevances payées pour le dépôt de la demande ne sont pas remboursées.

Art. 5. § 1^{er}. Les redevances dues pour la participation à l'examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité (DHS) doivent être payées par période d'examen, correspondant à une période végétative à la date mentionnée sur la note de paiement adressée par le Service.

Le montant de la redevance due est le montant en vigueur à la date limite de réception du matériel de reproduction ou de multiplication végétative en vue des essais DHS de l'espèce et de la période végétative considérées.

Lorsque la variété est génétiquement modifiée, les frais supplémentaires réels liés aux conditions imposées à ce type de variété sont dus. Un devis préalable est établi.

§ 2. Lorsque pour l'examen de la DHS il est fait appel à un service ou à un expert étrangers, le montant dû est celui facturé par ce service ou cet expert y compris, le cas échéant, les frais supplémentaires liés aux conditions imposées aux variétés génétiquement modifiées. L'examen d'identité variétale réalisé, le cas échéant, est considéré comme faisant partie de cet examen de la DHS.

Dans les cas décrits au 1^{er} alinéa, les redevances payées suivant les dispositions du § 1^{er} sont considérées comme des avances et le décompte se fait après réception de la facture du service ou de l'expert étrangers.

Art. 6. Les redevances dues pour la participation à l'examen de la valeur culturelle et d'utilisation (VCU) doivent être payées par période d'examen, correspondant à une période végétative à la date mentionnée sur la note de paiement adressée par le Service.

Le montant de la redevance due est le montant en vigueur à la date limite de réception du matériel de reproduction ou de multiplication végétative en vue des essais VCU de l'espèce et de la période végétative considérées.

Dans le cas où différents types d'essais de VCU sont proposés pour une même espèce, la redevance pour essais de VCU est due par type d'essai demandé.

Dans le cas où un essai de VCU complémentaire à l'essai de base est souhaité, cet essai de VCU complémentaire étant prévu ou non dans le protocole d'essai de l'espèce considérée, le montant de la redevance pour essai de VCU est majoré de 20 %.

Dans le cas où une analyse complémentaire aux analyses de base prévues dans le protocole d'essai de l'espèce considérée est demandée, cette analyse complémentaire étant prévue ou non dans le protocole d'essai de l'espèce considérée, le coût réel de cette analyse est dû.

Lorsque la variété est génétiquement modifiée, les frais supplémentaires réels liés aux conditions imposées à ce type de variété sont dus. Un devis préalable est établi.

Art. 7. § 1^{er}. Les variétés pour lesquelles le paiement n'aura pas été effectué avant les dates visées aux articles 4, 5 et 6 ne participeront pas aux essais ou le résultat des essais ne sera pas pris en considération et la demande d'inscription sera considérée comme ayant été retirée.

§ 2. En cas de retrait de la demande, les redevances payées en vue de l'examen de la variété ne seront remboursées que si la date de début de la période d'examen pour l'espèce considérée n'est pas dépassée à la date du retrait de la demande.

On entend par date de début d'une période d'examen la date limite à laquelle le matériel de reproduction ou de multiplication végétative doit être reçu par le service chargé de l'examen.

Art. 8. § 1^{er}. A partir du début de l'année calendrier suivant l'année au cours de laquelle l'inscription d'une variété à un catalogue national des variétés a été effectuée, une redevance annuelle pour le maintien de l'inscription est due par période de douze mois commençant le 1^{er} janvier.

Le montant de la redevance annuelle due est le montant en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée.

Cette redevance annuelle doit être payée au cours du premier trimestre de chaque année ou au plus tard à la date mentionnée sur l'avis de paiement si cette date est postérieure au 31 mars de l'année considérée.

§ 2. Lorsque le paiement de la redevance annuelle n'aura pas été effectué dans le délai visé au § 1^{er}, l'admission de la variété au catalogue national des variétés sera annulée en date du 1^{er} janvier de l'année considérée et la variété ne sera pas reprise à la prochaine publication du catalogue national des variétés.

Art. 9. Les montants facturés en application des articles 5 et 6 du présent arrêté sont dus dans les trente jours de l'envoi de la note de débit par courrier ordinaire, sauf si un autre délai est mentionné sur la note de débit.

Si la note de débit n'est pas acquittée à la date d'échéance, un premier rappel est adressé par courrier ordinaire. En cas de non-paiement du montant dû dans les trente jours du premier rappel, un deuxième rappel avec mise en demeure est adressé par recommandé ou par tout autre moyen conférant preuve de l'envoi. L'envoi d'un deuxième rappel entraîne automatiquement une majoration de 50 euros du montant initialement dû pour couvrir les frais de gestion administrative.

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 48 du décret-programme du 18 décembre 2003, des intérêts légaux peuvent être exigés à partir du jour de l'envoi du premier rappel pour tout paiement non acquitté trente jours après l'envoi du deuxième rappel.

Art. 10. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions des articles 47 et 48 du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique.

Art. 11. L'arrêté royal du 24 septembre 1982 déterminant les redevances à payer en matière d'inscription des variétés aux catalogues nationaux des variétés, modifié par les arrêtés royaux des 14 février 1984, 3 février 1992 et 20 juillet 2000 est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} décembre 2007.

Art. 13. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 février 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Annexe : REDEVANCES (EN EURO)

MONTANTS A PERCEVOIR PAR VARIETE	CLASSES			
	A	B	C	D
	EUR	EUR	EUR	EUR
A. Pour le dépôt de la demande	200			
B. Examen de la distinction, de l'homogénéité et de la stabilité, par période d'examen :	600			
	Betteraves	Maïs		
D. Examen de la valeur culturelle, par période d'examen :	1.300	1.400	1.000	-
1^{re} et 2^e période d'examen, par période d'examen				1.000
3^e et 4^e période d'examen, par période d'examen				600
E. Maintien de l'inscription : Redevances annuelles :				
Première année	100			100
Deuxième année	200			160
Troisième année	300			200
Quatrième année et années suivantes, par année	400			200

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 fixant les redevances en matière d'inscription de variétés aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes.

Namur, le 28 février 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1367

[2008/201327]

28. FEBRUAR 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Gebühren für die Eintragung der Sorten in die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, insbesondere des Artikels 2, § 1, 6;

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes, insbesondere des Artikels 45;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. September 1982 zur Festlegung der Gebühren für die Eintragung der Sorten in die nationalen Kataloge der Sorten, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 14. Februar 1984, 3. Februar 1992 und 20. Juli 2000;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2008 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des am 9. August 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. September 2007 abgegebenen Gutachtens des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 18. Oktober 2007, bestätigt am 8. November 2007;

Aufgrund des am 9. Januar 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 43.927/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus; Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Fonds": der Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse, erwähnt in den Artikeln 43 bis 48 des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes;

2° "Dienststelle": die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° "Minister": der Minister der Landwirtschaft;

4° "Genetisch veränderte Sorte": Sorte, die der Definition eines "genetisch veränderten Sorte" im Sinne des Königlichen Erlasses vom 21. Februar 2005 zur Regelung der absichtlichen Freisetzung in die Umwelt sowie des Inverkehrbringens von genetisch veränderten Organismen oder Erzeugnissen, die derartige Organismen beinhalten, entspricht;

Art. 2 - Der vorliegende Erlass bestimmt die in den Fonds einzuzahlenden Gebühren im Rahmen der Anwendung des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten für:

1° die Hinterlegung des Antrags auf Eintragung in die nationalen Kataloge;

2° die Beteiligung an der Prüfung der Unterscheidbarkeit, der Homogenität und der Beständigkeit;

3° die Beteiligung an der Prüfung des landeskulturellen Werts;

4° die Aufrechterhaltung des Antrags auf Eintragung in den nationalen Katalog.

Art. 3 - § 1. Die für die Eintragung der Sorten in die nationalen Kataloge der Sorten geschuldeten Gebühren werden gemäß der Anlage des vorliegenden Erlasses festgelegt.

Die Beträge dieser Gebühren werden im Rahmen eines Indexsprungs um 5% erhöht und zwar am 1. Juli des Jahres nach dem Jahr, im Laufe dessen der Verbraucherpreisindex um ein Mehrfaches von 5% im Vergleich zu dem Basisindex angestiegen ist.

Der Basisindex ist der Verbraucherpreisindex des Monats Juli 2007.

§ 2. Um den Betrag der Gebühren zu bestimmen, werden die Pflanzenarten in vier Klassen eingeteilt:

Klasse A: Mais und Zuckerrübe;

Klasse B: Gerste, Weizen, Kartoffel, Lein, Ölrapss und nicht ausdauernde Gräser;

Klasse C: ausdauernde Gräser und sonstige ausdauernde landwirtschaftliche Arten;

Klasse D: landwirtschaftliche Arten, mit Ausnahme der in den Klassen A, B und C angeführten Arten sowie Gemüsearten.

§ 3. Diese Gebühren gehen zu Lasten der Person, die den Eintragungsantrag gestellt hat.

Art. 4 - § 1. Die für die Hinterlegung des Eintragungsantrags zu zahlenden Gebühren sind spätestens an dem für den Eingang des Antrags vorgesehenen äußersten Datum zu entrichten.

Bei dem Betrag der geschuldeten Gebühr handelt es sich um den Betrag, der an dem Eingangsdatum des Antrags der betreffenden Art und Wachstumsperiode anwendbar war.

In den Fällen, in denen verschiedene Arten von Prüfungen des landeskulturellen Werts für ein und dieselbe Art vorgeschlagen werden, ist pro Art der Prüfung, die beantragt wird, eine Gebühr für die Hinterlegung des Eintragungsantrags zu zahlen.

§ 2. Wird der Antrag zurückgezogen, so werden die für die Hinterlegung des Antrags gezahlten Gebühren nicht erstattet.

Art. 5 - § 1. Die Gebühren, die für eine Beteiligung an der Prüfung der Unterscheidbarkeit, der Homogenität und der Beständigkeit zu zahlen sind, müssen pro Prüfungszeitraum gezahlt werden. Dieser Zeitraum entspricht einer Wachstumsperiode an dem Datum, das auf der Zahlungsaufforderung der Dienststelle vermerkt ist.

Bei dem Betrag der geschuldeten Gebühr handelt es sich um den Betrag, der an dem äußersten Datum für den Empfang des Vermehrungsmaterials oder des vegetativen Vermehrungsguts für die Durchführung der Prüfungen der betreffenden Art und Wachstumsperiode anwendbar war.

Falls es sich um eine genetisch veränderte Art handelt, sind werden die effektiven Zusatzkosten, die durch die Auflagen, die für diese Arten gelten, anfallen, zu zahlen. Vorab wird ein Kostenvoranschlag erstellt.

§ 2. Wenn für die Prüfung der Unterscheidbarkeit, der Homogenität und der Beständigkeit ausländische Dienststellen oder Sachverständige herangezogen werden, so handelt es sich bei dem geschuldeten Betrag um jenen, der von der betreffenden Dienststelle oder dem betreffenden Sachverständigen in Rechnung gestellt wird, einschließlich ggf. der Zusatzkosten, die durch die Auflagen, die für genetisch veränderte Arten gelten, anfallen. die ggf. durchgeführte Prüfung der Sortenidentität wird als Teil dieser Prüfung der Unterscheidbarkeit, der Homogenität und der Beständigkeit betrachtet.

In den in Absatz 1 beschriebenen Fällen werden die nach den Bestimmungen von § 1 gezahlten Gebühren als Vorschüsse betrachtet. Die Abrechnung wird nach Eingang der Rechnung der ausländischen Dienststellen oder Sachverständigen.

Art. 6 - Die Gebühren, die für eine Beteiligung an der Prüfung des landeskulturellen Werts zu zahlen sind, müssen pro Prüfungszeitraum gezahlt werden. Dieser Zeitraum entspricht einer Wachstumsperiode an dem Datum, das auf der Zahlungsaufforderung der Dienststelle vermerkt ist.

Bei dem Betrag der geschuldeten Gebühr handelt es sich um den Betrag, der an dem äußersten Datum für den Empfang des Vermehrungsmaterials oder des vegetativen Vermehrungsguts für die Durchführung der Prüfungen der betreffenden Art und Wachstumsperiode anwendbar war.

In den Fällen, in denen verschiedene Arten von Prüfungen des landeskulturellen Werts für ein und dieselbe Art vorgeschlagen werden, ist pro Art der Prüfung, die beantragt wird, eine Gebühr für die Prüfung des landeskulturellen Werts zu zahlen.

Für den Fall, dass zusätzlich zu der Grundprüfung eine ausführlichere Prüfung des landeskulturellen Werts gewünscht wird, ungeachtet dessen, ob diese Prüfung in dem Prüfungsprotokoll der betreffenden Art vorgesehen ist oder nicht, wird der Betrag der Gebühr für diese Prüfung des landeskulturellen Werts um 20% erhöht.

Für den Fall, dass zusätzlich zu den in dem Prüfungsprotokoll der betreffenden Art vorgesehenen Grundprüfungen eine ausführlichere Prüfung beantragt wird, ungeachtet dessen, ob diese Prüfung in dem Prüfungsprotokoll der betreffenden Art vorgesehen ist oder nicht, sind die tatsächlichen Kosten für diese Prüfung zu zahlen.

Falls es sich um eine genetisch veränderte Art handelt, sind werden die effektiven Zusatzkosten, die durch die Auflagen, die für diese Arten gelten, anfallen, zu zahlen. Vorab wird ein Kostenvoranschlag erstellt.

Art. 7 - § 1. Die Arten, für die die Zahlung nicht vor den in den Artikeln 4, 5 und 6 angeführten Daten getätigt worden ist, nehmen nicht an den Prüfungen teil oder das Prüfungsergebnis dieser Art wird nicht berücksichtigt und der Eintragungsantrag wird als zurückgezogen gewertet.

§ 2. Bei dem Rückzug eines Antrags werden die Gebühren, die für die Prüfung der Art gezahlt wurden, nur dann erstattet, wenn das Datum des Beginns des Prüfungszeitraums für die betreffende Art zum Zeitpunkt des Rückzugs des Antrags nicht abgelaufen ist.

Als Datum des Beginns eines Prüfungszeitraums gilt das äußerste Datum, an dem das Vermehrungsmaterial oder des vegetativen Vermehrungsgut bei der mit der Prüfung beauftragten Dienststelle eingehen muss.

Art. 8 - § 1. Ab dem Beginn der Kalenderjahres nach dem Jahr, im Laufe dessen die Eintragung einer Art in den nationalen Katalog der Arten durchgeführt worden ist, wird eine jährliche Gebühr für die Aufrechterhaltung der Eintragung pro Zeitraum von zwölf Monaten ab dem 1. Januar fällig.

Der Betrag der geschuldeten jährlichen Gebühr ist der Betrag, der am 1. Januar des betreffenden Jahres Gültigkeit hat.

Diese Jahresgebühr muss im Laufe des ersten Quartals eines jeden Jahres gezahlt werden oder spätestens an dem Datum, das auf der Zahlungsaufforderung vermerkt ist falls dieses Datum über den 31. März des betreffenden Jahres hinausgeht.

§ 2. Wenn die Zahlung der Jahresgebühr nicht innerhalb der in § 1 angeführten Frist erfolgt ist, wird die Aufnahme in den nationalen Katalog der Arten am 1. Januar des betreffenden Jahres für nichtig erklärt und wird die Art in der folgenden Ausgabe des nationalen Katalogs der Arten nicht vermerkt.

Art. 9 - Die in Anwendung der Artikel 5 und 6 des vorliegenden Erlasses berechneten Beträge sind zahlbar innerhalb von dreißig Tagen nach Aufgabe der Zahlungsaufforderung, es sei denn, auf dieser Aufforderung wird eine andere Frist vermerkt.

Falls der Zahlungsaufforderung an dem äußersten Datum nicht nachgekommen wurde, wird mit einfacher Post eine erste Mahnung zugestellt. Ist der zu zahlende Betrag innerhalb von dreißig Tagen nach der ersten Mahnung noch nicht beglichen worden, so wird eine zweite Zahlung mit Inverzugsetzung per Einschreiben oder auf jedem sonstigen Wege, durch den die Aufgabe belegt wird, zugestellt. Die Aufgabe der zweiten Mahnung führt automatisch zu einer Erhöhung des ursprünglichen geschuldeten Betrags um 50 Euro, die zur Deckung der Verwaltungskosten dienen.

Unbeschadet der Anwendung der Bestimmung des Artikels 48 des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 können gesetzliche Verzugszinsen verlangt werden ab dem Tag der Aufgabe der ersten Mahnung für jeglichen Betrag, der innerhalb von dreißig Tagen nach der Aufgabe der zweiten Mahnung nicht gezahlt worden ist.

Art. 10 - Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen der Artikel 47 und 48 des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemarkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes.

Art. 11 - Der Königliche Erlass vom 24. September 1982 zur Festlegung der Gebühren für die Eintragung der Sorten in die nationalen Kataloge der Sorten, abgeändert durch die Königlichen Erlassen vom 14. Februar 1984, 3. Februar 1992 und 20. Juli 2000, wird aufgehoben.

Art. 12 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Dezember 2007 wirksam.

Art. 13 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Februar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE: GEBÜHREN (IN EURO)

PRO ART ZU ZAHLENDE BETRÄGE	KLASSEN			
	A	B	C	D
	EUR	EUR	EUR	EUR
A. Für die Hinterlegung des Antrags	200			
B. Prüfung der Unterscheidbarkeit, der Homogenität und der Beständigkeit pro Prüfungszeitraum:	600			
	Zucker- rüben	Mais		
D. Prüfung des landeskulturellen Werts pro Prüfungszeitraum:	1.300	1.400	1.000	-
1. und 2. Prüfungszeitraum, pro Prüfungszeitraum				1.000
3. und 4. Prüfungszeitraum, pro Prüfungszeitraum				600

E. Aufrechterhaltung der Eintragung: Jährliche Gebühren:			
Erstes Jahr	100	100	100
Zweites Jahr	200	200	160
Drittes Jahr	300	300	200
Viertes Jahr und weitere Jahre, pro Jahr	400	300	200

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Mai 2008 zur Festlegung der Gebühren für die Eintragung der Sorten in die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten beigefügt zu werden.

Namur, den 28. Februar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1367

[2008/201327]

28 FEBRUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de rechten te betalen inzake de inschrijving van de rassen in de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid op de artikel 2, § 1, 6°;

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 45;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 1982 tot bepaling van de rechten te betalen inzake de inschrijving van de rassen in de nationale rassencatalogi, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 februari 1984, 3 februari 1992 en 20 juli 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2008 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 augustus 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 september 2007;

Gelet op het overleg gepleegd tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid op 18 oktober 2007 en goedgekeurd op 8 november 2007;

Gelet op het advies nr. 43.927/4 van de Raad van State, gegeven op 9 november 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Fonds": het "Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux" bedoeld in de artikelen 43 tot 48 het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken;

2° "Dienst": de Directie Productkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° "Minister": de Minister van Landbouw;

4° "genetisch gewijzigd gewas": gewas dat beantwoordt aan de definitie van een "genetisch gemodificeerd organisme" in de zin van het koninklijk besluit van 21 februari 2005 tot reglementering van de doelbewuste introductie in het leefmilieu evenals van het in de handel brengen van genetisch gemodificeerde organismen of van producten die er bevatten.

Art. 2. De rechten die aan het Fonds betaald moeten worden in het kader van de toepassing van het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen worden bij dit besluit bepaald voor :

1° de neerlegging van de aanvraag tot inschrijving in de nationale catalogi;

2° de deelneming aan de onderzoeken van het onderscheid, de homogeniteit en de bestendigheid (OHB);

3° de deelneming aan de onderzoeken van de cultuur- en gebruikswaarde (VCU);

4° het behoud van de inschrijving in de nationale catalogus.

Art. 3. § 1. De rechten verschuldigd voor de inschrijving van de rassen in de nationale rassencatalogi worden bepaald overeenkomstig de bijlage bij dit besluit.

De bedragen van die rechten worden verhoogd per indexsprong van 5 % op 1 juli van het jaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan het indexcijfer van de consumptieprijzen toeneemt met een veelvoud van 5 % t.o.v. de basisindex.

De basisindex is het indexcijfer van de consumptieprijzen in juli 2007.

§ 2. Om het bedrag van de rechten te bepalen worden de gewassoorten in vier klassen ingedeeld :

Klasse A : maïs en suikerbiet;

Klasse B : gerst, tarwe, aardappelen, vlas, koolzaad voor oliewinning en niet-duurzame grasgewassen;

Klasse C : duurzame grasgewassen en andere duurzame landbougewassen;

Klasse D : landbougewassen die niet in de klassen A, B en C opgenomen zijn en groentegewassen.

§ 3. Deze rechten zijn voor rekening van de persoon die de aanvraag tot inschrijving heeft ingediend.

Art. 4. § 1. De rechten verschuldigd voor de neerlegging van de aanvraag tot inschrijving moeten betaald worden ten laatste op de uiterste datum voorzien voor de inontvangstname van de aanvraag.

Het bedrag van het verschuldigde recht is het bedrag van kracht op de uiterste datum van ontvangst van de aanvraag van het betrokken gewas en van de betrokken vegetatieve periode.

Indien verschillende types CGW. proeven voor eenzelfde gewas voorgesteld worden, is per aangevraagd type proef een recht verschuldigd voor de neerlegging van de aanvraag tot inschrijving.

§ 2. In geval van intrekking van de aanvraag worden de rechten die voor de neerlegging van de aanvraag zijn betaald niet terugbetaald.

Art. 5. § 1. De rechten verschuldigd voor de deelneming aan het onderzoek van het onderscheid, de homogeniteit en de bestendigheid (OHB) zijn verschuldigd per onderzoeksperiode, die overeenstemt met een vegetatieve periode op de datum vermeld op de door de Dienst toegestuurde betalingsnota.

Het bedrag van het verschuldigde recht is het bedrag van kracht op de uiterste datum van ontvangst van het vegetatieve reproductie- of vermenigvuldigingsmateriaal met het oog op de OHB proeven van het betrokken gewas en van de betrokken vegetatieve periode.

Als het gewas genetisch gemodificeerd is, zijn reële bijkomende kosten verschuldigd overeenkomstig de voorwaarden opgelegd aan dat type gewas. Er wordt een voorafgaande kostenraming gemaakt.

§ 2. Indien voor het onderzoek van de OHB een beroep gedaan wordt op een buitenlandse dienst of deskundige, is het verschuldigde bedrag het door die dienst of deskundige gefactureerde bedrag, desgevallend met inbegrip van de bijkomende kosten verschuldigd overeenkomstig de aan de genetisch gemodificeerde gewassen opgelegde voorwaarden. Het uitgevoerde onderzoek van de variëteitsidentiteit wordt desgevallend beschouwd als deel uitmakend van dat onderzoek van de OHB.

In de gevallen omschreven in het eerste lid worden de overeenkomstig de bepalingen van § 1 betaalde rechten beschouwd als voorschotten en wordt de afrekening gemaakt na ontvangst van de factuur van de buitenlandse dienst of deskundige.

Art. 6. De rechten verschuldigd voor de deelneming aan het onderzoek van de cultuur- en gebruikswaarde (CGW) zijn verschuldigd per onderzoeksperiode, die overeenstemt met een vegetatieve periode op de datum vermeld op de door de Dienst toegestuurde betalingsnota.

Het bedrag van het verschuldigde recht is het bedrag van kracht op de uiterste datum van ontvangst van het vegetatieve reproductie- of vermenigvuldigingsmateriaal met het oog op de CGW proeven van het betrokken gewas en van de betrokken vegetatieve periode.

Indien verschillende types CGW. proeven voor eenzelfde gewas voorgesteld worden, is het voor CGW proeven te betalen recht per aangevraagd type verschuldigd.

Wanneer een bijkomende CGW proef bovenop de basisproef gewenst wordt, ongeacht of het proefprotocol voor het beschouwde gewas al dan niet voorziet in die bijkomende CGW proef, wordt het bedrag van het recht voor de CGW-proef verhoogd met 20 % .

Wanneer een bijkomende analyse gevraagd wordt bovenop de basisanalyses waarin het proefprotocol voor het beschouwde gewas voorziet, ongeacht of het proefprotocol voor het beschouwde gewas al dan niet in die bijkomende analyse voorziet, is de reële kostprijs van die analyse verschuldigd.

Als het gewas genetisch gemodificeerd is, zijn de reële bijkomende kosten verschuldigd overeenkomstig de voorwaarden opgelegd aan dat type gewas. Er wordt een voorafgaande kostenraming gemaakt

Art. 7. § 1. De gewassen waarvoor de betalingen niet verricht worden vóór de data bedoeld in de artikelen 4, 5 en 6 nemen niet deel aan de proeven of het resultaat van de proeven wordt niet in aanmerking genomen en de aanvraag wordt beschouwd als zijnde ingetrokken.

§ 2. Als de aanvraag ingetrokken wordt, worden de met het oog op het onderzoek van het gewas betaalde rechten slechts terugbetaald als de begindatum van de onderzoeksperiode voor het beschouwde gewas niet overschreden is op de datum waarop de aanvraag wordt ingetrokken.

Onder begindatum van een onderzoeksperiode wordt verstaan de grensdatum waarop het materiaal van de vegetatieve reproductie of vermenigvuldiging in ontvangst genomen wordt door de dienst die met onderzoek belast wordt.

Art. 8. § 1. Vanaf het begin van het kalenderjaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan een gewas in een nationaal rassencatalogus is ingeschreven, is een jaarlijks recht voor het behoud van de inschrijving verschuldigd per periode van twaalf maanden die ingaat op 1 januari.

Het bedrag van het verschuldigde jaarlijks recht is het bedrag van kracht op 1 januari van het beschouwde jaar.

Dat jaarlijks recht wordt jaarlijks betaald in de loop van het eerste kwartaal of uiterlijk op de datum vermeld op het betalingsbericht indien die datum na 31 maart van het beschouwde jaar valt.

§ 2. Als het jaarlijks recht niet betaald wordt binnen de termijn bedoeld in § 1, wordt de toelating van het gewas in de nationale rassencatalogus geschorst op 1 januari van het beschouwde jaar en wordt het gewas niet opgenomen bij de volgende bekendmaking van de nationale rassencatalogus.

Art. 9. De overeenkomstig de artikelen 5 en 6 van dit besluit gefactureerde bedragen zijn verschuldigd binnen dertig dagen na verzending van de factuur per gewone post, behalve als een andere termijn op de factuur vermeld wordt.

Als de factuur niet betaald is op de vervaldatum, wordt een eerste herinneringsbrief per gewone post toegestuurd. Als het bedrag niet betaald is binnen dertig dagen na de eerste herinnering, wordt een tweede herinneringsbrief met aanmaning toegestuurd bij aangetekend schrijven of door elk ander middel dat de verzending bevestigt. De verzending van een tweede herinneringsbrief heeft automatisch een verhoging van 50 euro van het aanvankelijk verschuldigde bedrag tot gevolg om de administratieve beheerskosten te dekken.

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 48 van het programma-decreet van 18 december 2003, kunnen vanaf de dag van de verzending van de eerste herinneringsbrief wettelijke intresten opgeëist worden voor elke betaling die verricht wordt binnen dertig dagen na de verzending van de tweede herinneringsbrief.

Art. 10. De overtredingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 47 en 48 van het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken.

Art. 11. Het koninklijk besluit van 24 september 1982 tot bepaling van de rechten te betalen inzake de inschrijving van de rassen in de nationale rassencatalogi, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 februari 1984, 3 februari 1992 en 20 juli 2000 wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2007.

Art. 13. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 februari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE RECHTEN (IN EURO)

BEDRAGEN TE INNEN PER GEWAS	KLASSEN			
	A	B	C	D
	EUR	EUR	EUR	EUR
A. Voor de neerlegging van de aanvraag	200			
B. Onderzoek van het onderscheid, de homogeniteit en de bestendigheid, per onderzoeksperiode :	600			
D. Onderzoek van de cultuurwaarde, per onderzoeksperiode :	Bieten 1.300	Maïs 1.400	1.000	- 700
1e en 2e onderzoeksperiode, per onderzoeksperiode			1.000	
3e en 4e onderzoeksperiode, per onderzoeksperiode			600	
E. Behoud van de inschrijving : Jaarlijkse rechten :				
Eerste jaar	100		100	100
Tweede jaar	200		200	160
Derde jaar	300		300	200
Vierde jaar en volgende jaren, per jaar	400		300	200

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot bepaling van de rechten te betalen inzake de inschrijving van de rassen in de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen.

Namen, 28 februari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN